

Ils s'inquiètent de l'avenir de l'épicerie



Ils s'inquiètent de l'avenir de l'épicerie

Richard Nadeau et Corinne Steinitz qui, durant 6 ans, tenaient l'épicerie en face de la boulangerie, ont pu s'installer grâce à l'ancienne municipalité et devenir locataires de l'ancien cabanot, local de la mairie.

À l'époque, ils avaient signé un bail dérogatoire avec la municipalité. Richard précise :

« Lors de la signature de ce bail, il avait été convenu qu'à l'issue de ce bail, la municipalité nous proposerait un bail 3 6 9. Par la suite, ma femme a rencontré à la mairie, Christophe Rande, le nouveau maire. Ce dernier lui a dit que pour le bail 3 6 9, par la suite, il n'y aura pas de problème. Ces derniers temps, elle a de nouveau rencontré le maire qui lui a annoncé que la municipalité lui proposait de nouveau, un bail dérogatoire pour une année de plus. Évidemment, nous refusons de signer ce bail, avec le risque d'être mis à la porte au bout d'un an. Surtout que beaucoup de personnes disent que la municipalité a l'intention de se servir de ce local pour faire un bar associatif. »

Le couple rappelle que ce local de plain-pied est adapté pour les personnes âgées, ainsi que celles à mobilité réduite, et que le parking est bien pratique pour la clientèle du bourg et des villages voisins :

« C'est un commerce de proximité et de produits de première nécessité qui est bien apprécié par la clientèle et qui dépanne de nombreuses personnes. C'est pourquoi, des clients ont réalisé une pétition que l'on trouve sur papier à l'épicerie et évidemment sur internet. Le commerce propose, en plus de l'épicerie, des fruits et légumes, des plats cuisinés maison, du fromage et de la charcuterie à la coupe, ainsi que du poisson le vendredi... Nous sommes ouverts uniquement le matin et durant 6 jours. Il est fermé le jeudi. Nous proposons aussi un service de livraison à domicile, ainsi qu'un drive à la demande. Pour les commandes, les clients peuvent s'adresser au 06 11 11 78 58. »

La pétition des clients qui est une lettre adressée au maire d'Estang exprime le désaccord sur le bail dérogatoire, qui, à leurs yeux, est un bail précaire qui ne peut pas être légalement renouvelé dans le temps. Elle rappelle aussi que ces commerçants sont depuis plus de 10 ans dans la commune, et que ce bail d'un an ne leur permet pas de se projeter sur l'avenir, ainsi que d'investir pour développer leur commerce... La pétition souligne que cette proposition précaire semble aller à l'encontre de l'intérêt des estangois et des habitants des villages voisins, elle demande à la municipalité de revoir sa réflexion et sa décision.